

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Gabon-Nigeria/Diplomatie : une nouvelle ère s'ouvre



Photo: DR

**Le Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a représenté le chef de l'Etat à la cérémonie d'investiture du nouveau président du Nigeria.**

Yannick Franz IGOHO  
Abuja/Nigeria

Le Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, accompagné du ministre des Affaires étrangères, Herman Immongault, a assisté hier, à Abuja, à l'investiture du nouveau président nigérian, Awisusaju Bola Ahmed Tinubu. Le chef du gouvernement a représenté le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, qui a été convié personnellement par son homologue nigérian. Le locataire de l'immeuble du 2-Décembre a assisté à cette cérémonie riche en couleurs et en émotions, aux côtés d'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement africains dont Alasane Ouattara de Côte d'Ivoire,

Denis Sassou Nguesso du Congo et Faure Essozimna Gnassingbé du Togo.

Bien évidemment, la transmission des couleurs (Ndlr : drapeau national et celui des Forces de défense) par le président sortant, général Muhammadu Buhari, à son successeur a constitué l'un des temps forts de ladite cérémonie d'investiture. Par la suite, le nouveau chef d'État nigérian a, dans son allocution circonstancielle, décliné les grandes lignes de son programme présidentiel. À noter que la présence du Premier ministre dans la capitale nigérienne n'est pas à loger dans le cadre d'une simple activité diplomatique, mais d'une relation bien forte et solide. En effet, le Gabon et le Nigeria entretiennent des

relations diplomatiques depuis belle lurette. La lutte contre l'insécurité et la préservation de la paix constituent l'un des principaux challenges du premier magistrat gabonais et de son nouvel homologue. Point besoin de rappeler que le Gabon siège au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu) en qualité de membre non-permanent.

Bon à savoir, le numéro un gabonais a effectué sept fois le déplacement du Nigeria depuis son accession à la magistrature suprême en 2009. C'est dire que la coopération bilatérale entre les deux pays est au beau fixe. Une dynamique, nul doute, qui sera maintenue, voire renforcée sous le magistère d'Asiwadju Bola Ahmed Tinubu.

## Ossouka Raponda émissaire d'Ali Bongo Ondimba à La Havane

J.K.M.  
Libreville/Gabon

EN séjour officiel à Cuba, la vice-présidente de la République, Rose-Christiane Ossouka Raponda, s'est entretenue vendredi dernier, au palais de la Révolution, avec son homologue cubain, Salvador Valdés Mesa. Elle a saisi cette occasion pour remettre à ce dernier un message du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, au président cubain, Miguel Diaz-Canel Bermudez. Cette visite témoigne de la solidité et du dynamisme des relations existant entre le Gabon et Cuba. Deux Nations liées par un certain nombre d'accords en matière d'enseignement supérieur, de recherche scientifique et de santé. C'est dans ce cadre notamment qu'un fort contingent de médecins cubains est présent dans certaines structures sanitaires de notre pays. De fait, Rose-Christiane Ossouka Raponda et Salvador Valdés Mesa ont exploré les voies et moyens de renforcer davantage l'axe Libreville-La Havane en l'étendant à de nouveaux domaines. Les deux personnalités se sont d'ailleurs félicitées de cette volonté com-

mune de hisser la coopération entre leurs deux pays à un niveau suffisamment élevé.

Avant de se rendre au palais de la Révolution, la vice-présidente de la République a déposé une gerbe de fleurs au Mausolée José Martí. Un complexe architectural inauguré en juin 1951 en mémoire de ce héros national, martyr de la lutte de l'indépendance de Cuba. Rose-Christiane Ossouka Raponda a, par la suite, rencontré la communauté gabonaise résidant dans ce pays. Celle-ci est essentiellement constituée d'étudiants et de stagiaires venus poursuivre leurs études et parfaire leurs connaissances en médecine dans laquelle Cuba est cité comme une référence dans le monde. Elle les a exhortés à travailler d'arrache-pied pour réussir dans leurs domaines respectifs.

Dans cette optique, traduisant en acte la politique de l'égalité des chances prônée par le numéro un gabonais, elle s'est fait un devoir de régler les frais de scolarité de plusieurs étudiants en situation délicate dans les universités cubaines. Avant d'aller visiter le centre d'ingénierie et de biotechnologie de La Havane.



Photo: DR

**Rose-Christiane Ossouka Raponda, remettant à son homologue, Salvador Valdés Mesa, le message du chef de l'État destiné à son homologue cubain.**

## Miroir du gouvernement Et l'après-"Ousmane Cissé" ?

Il y aura sans doute un avant et un après "Ousmane Cissé". D'autant plus que la nomination de cette personnalité à la tête de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), un des fleurons de l'industrie gabonaise, a suscité une vague d'indignation et de protestation au sein de l'opinion publique nationale.

Ce qui constitue un cinglant désaveu pour tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à sa promotion. Ils se doivent, par là même, de tirer toutes les conséquences. Tant ils auront démontré, à travers cet épisode, leur méconnaissance de l'environnement sociopolitique dans lequel ils évoluent. À moins que ce ne soit une forme déguisée de mépris et d'arrogance affichée à l'égard des compétences et capacités des cadres nationaux. Ce qui

serait bien plus grave.

Tout ceci pour signifier que le gouvernement devrait tirer, lui aussi, tous les enseignements qui résultent de cette affaire. En faisant en sorte, pourquoi pas, que dans les entreprises dans lesquelles l'État a des participations, la direction soit assurée par des nationaux. Ce qui n'aurait rien d'aberrant. Car partout ailleurs sur le continent et même au-delà, cette pratique est bien courante. La "préférence nationale", la valorisation des compétences et de l'expertise nationales devraient être un des leitmotifs des pouvoirs publics. Surtout qu'à l'heure actuelle les capacités managériales des cadres nationaux ne sont plus à démontrer, les exemples sont légion. Notre pays regorge, en effet, d'hommes et de femmes de grand talent qui, à

l'internationale, sont appréciés et respectés.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, les différents gouvernements avaient initié, à juste titre, et avec succès, un vaste programme de "gabonisation des postes" consistant à confier aux nationaux la responsabilité de la gestion des entités économiques les plus emblématiques de notre pays, sans aucune forme de xénophobie. Cinq décennies plus tard, il serait difficilement compréhensible de concevoir une "dégabonisation". D'autant que les compétences locales pullulent et que l'environnement concurrentiel, découlant de la mondialisation, nécessite leur valorisation.

J.KOMBILE MOUSSAVOU